



Comment l'UE se moque des victimes des crimes d'Israël

Ali Abunimah - Mercredi matin, les forces israéliennes ont **démoli** un bâtiment appartenant à des Palestiniens dans le quartier de Beit Hanina à Jérusalem-Est occupée. Au prétexte, comme d'habitude, que les propriétaires n'avaient pas obtenu de permis de construire, que la municipalité n'accorde presque jamais aux Palestiniens.

Un jour plus tôt, neuf Palestiniens **se sont retrouvés à la rue** lorsque les forces israéliennes ont démoli deux maisons dans le quartier de Silwan, utilisant le même prétexte.

La publication palestinienne *Quds* a tweeté cette vidéo de la démolition en cours:

جاناب من عمليات الهدم التي تنفذها قوات الاحتلال في أحد منازل بلدة سلوان pic.twitter.com/sAlMyGzmRR
— شبكة قدس الإخبارية (@qudsn) October 17, 2017

Selon le Centre d'information de **Wadi Hilweh**, organisation locale, les Palestiniens récemment jetés à la rue comptent plusieurs enfants.

S'exprimant au milieu des ruines de sa maison, Omar Abu Rajab a dit aux médias palestiniens que les forces israéliennes sont arrivées tôt le matin et ont refusé de reporter la destruction malgré les contestations judiciaires en cours concernant l'ordre de démolition.

شاهدا الاحتلال يهدم منزل المواطن عمر أبو رجب رغم من وجود قرار محكمة بعدم هدمه صباح اليوم في سلوان بالقدس المحتلة pic.twitter.com/WC42rYP1Cc

— فلسطين الآن (@paltimes2015) October 17, 2017

Silwan est la cible du **plus vaste projet israélien d'expulsion** de Palestiniens depuis des années. Il ouvre la voie aux colons juifs.

L'année dernière a été **une année record** quant aux démolitions israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem.

Cela fait partie du projet d'Israël de transformer la ville palestinienne occupée en un **parc à thème** juif géré par et pour les colons.

« Depuis 1967, le gouvernement israélien s'est directement engagé dans la construction de 55 000 unités d'habitation pour les Israéliens à Jérusalem-Est; en revanche, moins de 600 unités y ont été construites pour les Palestiniens les dernières ayant été construites il y a 40 ans », a **déclaré** Daniel Seidemann, du groupe à but non lucratif Terrestrial Jerusalem, à l'agence de presse Ma'an au vu des démolitions de mardi.

Poussée de colonisation

Cette semaine, Israël a commencé la construction de 1 600 logements dans la colonie dénommée Givat Hamatos, en Cisjordanie occupée, au sud de Jérusalem.

Pour la première fois depuis des années, Israël a également approuvé la construction de nouvelles colonies **au cœur de la ville d'Hébron** en Cisjordanie.

Et pourquoi pas? Bien que le Conseil de sécurité de l'ONU ait déclaré à maintes reprises - et **tout récemment en décembre** - que toutes les colonies israéliennes sont illégales en vertu du droit international, Israël ne risque aucune sanctions pour ses crimes.

Mercredi, l'Union européenne a fait **une déclaration** sur la nouvelle dynamique de colonisation d'Israël, les expulsions forcées de Bédouins palestiniens et celles de familles palestiniennes de Jérusalem.

La déclaration ne condamne pas clairement les actions d'Israël. Au lieu de cela, elle dit que l'UE « a demandé des éclaircissements aux autorités israéliennes et a exprimé l'espoir qu'elles reconsidèrent ces décisions, qui sont préjudiciables aux efforts en cours pour des pourparlers de paix significatifs ». C'est du langage diplomatique pour dire: nous avons à peine le courage de vous critiquer, et sûrement pas d'agir.

Modeste « exigence »

Certes, la déclaration réitère les belles paroles de l'UE selon lesquelles « toute activité de colonisation est illégale en vertu du droit international ».

Mais on peut se demander : De quels « éclaircissements » l'UE a-t-elle besoin après cinq décennies de colonisation israélienne agressive et non-dissimulée en Cisjordanie occupée ?

Le **journal israélien Haaretz** de mercredi rapporte que huit États européens sont sur le point, fait sans précédent, de menacer d'exiger d'Israël une compensation de 35 000 dollars pour les structures et équipements qu'ils ont financés en Cisjordanie et que les forces israéliennes ont récemment confisquées.

Alors que cette mesure est présentée comme étant une démarche européenne sévère et audacieuse, cela ne fait que souligner à quel point l'UE est vraiment timorée. La somme en question est une infime partie des **74 millions de dollars au moins de projets** d'aide financés par l'Europe et qu'Israël a détruits en toute impunité.

Le soutien de l'UE aux crimes israéliens

De fait l'UE est un catalyseur actif des crimes d'Israël

Malgré un consensus juridique croissant selon lequel le droit international exige des pays d'interdire purement et simplement le commerce avec les colonies israéliennes, l'UE détourne le regard tandis qu'Israël défie ses exigences faibles et inefficaces d'étiqueter les produits en provenance des colonies.

Certains fonctionnaires de l'UE déclarent même que les produits des colonies sont «les bienvenus» dans les supermarchés européens.

Contrairement aux décennies d'inaction de l'UE vis-à-vis des violations israéliennes, le bloc des 28 membres n'a pas perdu de temps pour imposer des sanctions à la Russie lors de son annexion de la Crimée en 2014.

Alors que les responsables politiques israéliens font des plans de nettoyage ethnique et de génocide, l'UE refuse de les condamner. Récemment, l'UE a même engagé un partisan israélien du génocide pour l'aider dans ses efforts de relations publiques.

Alors que le plus grand fabricant d'armes d'Israël aide Israël à échapper à une interdiction internationale des armes à sous-munitions, l'UE continue de lui prodiguer des millions de dollars de fonds de « recherche ».

A quoi vient s'ajouter le [financement des tortionnaires israéliens](#).

Et comme Israël vise à censurer et à éliminer le mouvement de solidarité palestinien en dénigrant les critiques de ses crimes comme de l'antisémitisme, l'UE lui vient en aide.

Thank you @naftalibennett for good chat today on EU Israel relations: education, security, innovation pic.twitter.com/ezq9UGgK7S (*merci pour une bonne discussion aujourd'hui sur les relations UE Israël: éducation, sécurité, innovation*)

— Emanuele Giaufret (@EGiaufretEU) October 2, 2017

Israël sait que les [déclarations de l'UE](#) n'ont aucune valeur. Il sait qu'il peut démolir librement les écoles palestiniennes financées par les gouvernements européens et que l'UE ne réagira pas.

Israël et les Palestiniens savent que la vraie UE n'est pas celle qui prétend régulièrement être « préoccupée » par les colonies, mais celle dont l'ambassadeur à Tel Aviv, Emanuele Giaufret, serre chaleureusement la main des dirigeants israéliens tels que Naftali Bennett - partisan avoué de l'apartheid qui se vante de tuer des Arabes.

Compte tenu de [toute cette complicité et plus](#), les déclarations de l'UE comme celle publiée mercredi ne doivent pas être comprises comme une critique d'Israël. Elles devraient être prises pour ce qu'elles sont réellement: une moquerie des victimes palestiniennes des crimes israéliens que l'UE continue d'encourager et de récompenser.



* **Ali Abunimah** est un journaliste palestino-américain, auteur de [The Battle for Justice in Palestine](#). Il a contribué à [The Goldstone Report : The Legacy of the Landmark Investigation of the Gaza Conflict](#). Il est le cofondateur de la publication en ligne [The Electronic Intifada](#) et consultant politique auprès de [Al-Shabaka](#).

Articles du [même auteur](#).

18 Octobre 2017 - [The Electronic Intifada](#) - Traduction: [Chronique de Palestine](#) - MJB